



Lettre n° 197 du 27 juin 2021

Au sommaire :

- **Les politiciens et les médias à leur service s'inquiètent, ils ont raison, l'abstention porte en elle les mobilisations et les luttes à venir** - *Yvan Lemaitre*
- **« Le pire est à venir » (Rapport du Giec) ou l'urgence de changer de mode de production** - *Bruno Bajou*

Les politiciens et les médias à leur service s'inquiètent, ils ont raison, l'abstention porte en elle les mobilisations et les luttes à venir

A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas les résultats du deuxième tour des élections régionales. Ces derniers ne corrigeront pas, ou si peu, la photo que donne le premier de l'évolution des rapports politiques dans le pays. L'abstention a atteint un niveau record de près de 67 %, souvent plus de 80 % dans les quartiers populaires. Le deuxième tour confirme la tendance. Elle exprime un discrédit, un rejet du monde politique, une indifférence à l'égard d'institutions qui ne fonctionnent qu'à sens unique en faveur des classes possédantes, des riches, une profonde lassitude aussi des discours démagogiques sécuritaires comme du mépris ostensible pour les classes populaires. Et les commentateurs, experts et autres décortiquent les ressentiments de cet animal pour eux étrange qu'est le citoyen, lui font la morale, le tancent et surtout s'inquiètent à l'idée que la machine à duper le bon peuple ne marcherait plus, serait délégitimée par son indifférence. Pire encore, à l'idée qu'il puisse échapper à leur domination idéologique car ils ont bien conscience que l'abstention débouche sur la crise politique, l'instabilité, la contestation qui ouvre la porte à la révolte, c'est-à-dire, au regard des bouleversements et régressions sociales annoncés, à des processus révolutionnaires. D'autant que le parti au pouvoir atteint à peine les scores du PS !

En Marche s'effondre, une gifle pour Macron et ses ministres

Macron n'avait pourtant pas ménagé ses efforts au risque de prendre une gifle mais cela ne l'a pas empêché d'en prendre une deuxième, électorale celle-là, d'autant plus cinglante que quinze ministres étaient candidats. Avec 11 % des voix, LREM devient le cinquième parti du pays, le gouvernement est en lévitation, Castex se tait.

Tout semblait avoir bien commencé avec l'accord de premier tour signé avec Renaud Muselier négocié en haut lieu et annoncé par le Premier ministre lui-même. Une habileté pour le moins maladroite qui annonçait la déroute. Castex croyait annexer LR, il n'a fait que préparer l'effondrement de son parti. Dans les Hauts-de-France, la liste LREM avec Dupond-Moretti et Darmanin, ne passe même pas la barre des 10 %. Même résultat en Auvergne Rhône-Alpes et en Occitanie, tandis que LREM dépasse péniblement le deuxième tour en Île-de-France, en Normandie...

Tout le monde déteste Macron et sa bande, sa politique antisociale qui allie la répression, le mépris et singe l'extrême droite, au point qu'il ne peut même plus faire croire qu'il est un barrage contre Marine Le Pen, elle-même prise au piège de son propre jeu. Les deux comparses du cirque politique se discréditent réciproquement...

Le RN et Le Pen piégés entre dédramatisation et radicalisation

Malgré l'aide active que lui apportent les grands médias où il monopolise le temps d'antenne dialoguant aimablement avec les politiciens qui reprennent tels quels ses préjugés, le RN recule fortement. Il ne se place en tête que d'une seule Région (PACA), contre six régions en 2015, et passe de 28 % à 19 % à l'échelle nationale.

En PACA, Mariani arrive, certes, devant Muselier mais d'une très courte tête (36,3 % contre 31,9 %), alors qu'il était pour Le Pen le symbole même de la réussite de sa politique pour débaucher une partie de la droite. Échec d'autant plus flagrant que le score de ce transfuge de LR, ancien ministre de Sarkozy, est loin derrière les 40,5 % de Marion Maréchal en 2015. Une déroute nationale que Le

Pen analyse finement « *Nos électeurs ne se sont pas dé-placés* » ! Certes mais il est bien peu probable que l'appel « *au sursaut* » suffise. Outre que Le Pen reste toujours inacceptable pour une large fraction de la droite même si cette dernière se lepénise, comme le décrit Zemmour dont les ambitions ne peuvent se contenir : « *Elle a décidé, au nom d'une stratégie de dédiabolisation, de se recentrer, alors qu'il y a, au contraire, une radicalisation, un durcissement de tous les électeurs. [...] les gens se disent : elle abandonne tout, elle trahit tout, elle se chiraquise et donc, là, elle le paie cash.* » Ce « *durcissement* » est bien plus relatif que ne le souhaite Zemmour, en réalité Le Pen n'arrive pas à sortir de sa propre peau pour réussir à rassembler la droite extrême et l'extrême droite. Cela ne signifie en rien que la menace représentée par l'offensive réactionnaire est de la moindre façon atténuée. Elle montre les limites du RN, mais il ne manque pas de postulants convaincus de pouvoir, eux, les dépasser pour fusionner la droite extrême et l'extrême droite sur la base de l'échec de Macron dont Xavier Bertrand ou Wauquiez ou ceux dont l'appétit vient en marchant, Zemmour...

La gauche à la recherche du temps passé ou la décomposition accélérée...

Quant à la gauche, plus elle prétend rassembler ses forces à la recherche d'une union perdue, plus elle affiche son incapacité à porter un programme capable de rassembler et affiche ses rivalités d'appareil et d'ambitions étrangères aux préoccupations des classes populaires. Si EELV obtient de relativement bons scores, elle est incapable de s'imposer pour unir ses rivaux. L'exemple des Pays de la Loire illustre cette cacophonie d'intérêts d'appareil. Matthieu Orphelin - à la tête d'une liste écologiste et citoyenne soutenue par Europe Écologie - Les Verts et la France insoumise -, un ancien « vert » passé à LREM puis redevenu « vert », s'associe au deuxième tour avec l'ancien ministre socialiste Guillaume Garot. Toute la gauche unie derrière un transfuge de LERM... Partout s'est déroulé le même genre de tractations pour accéder aux sinécures. L'accord le plus démonstratif est celui de la gauche dite libérale avec la gauche dite radicale autour de Julien Bayou, secrétaire national d'EELV, Audrey Pulvar (soutenue par le PS) et Clémentine Autain (LFI). Un accord qui scandalise cependant les vieux caciques de retour du PS, les Valls et les Huchon qui votent Péresse pour faire barrage à la gauche !

Et en PACA, la liste d'union autour de Jean-Laurent Félicia, la tête de liste EELV de l'union de la gauche (PS/PCF/EELV), s'est retirée pour appeler à voter Renaud Muselier suivi immédiatement par le PCF « *pour barrer la route au Rassemblement national* ».

Sans aucune perspective autre que de tenter de sauver les places et de pouvoir continuer à jouer le jeu au sein des institutions, d'y être reconnue y compris par la droite extrême, la gauche s'effondre, incapable de répondre à l'offensive réactionnaire. Ce n'est pas la société qui se droitise mais bien la classe dirigeante et ses serviteurs. Qui peut encore croire qu'un « front républicain » avec des frères jumeaux du RN peut faire barrage à l'offensive réactionnaire !

Un mouvement révolutionnaire bien vivant représenté par les candidat.e.s de Lutte ouvrière

La crise politique latente, la décomposition de la gauche sont autant d'effets retour de l'évolution des consciences dans le monde du travail, les classes populaires, les femmes, la jeunesse, de la colère et de la révolte qui monte. Cette évolution ne s'est pas manifestée que par l'abstention mais aussi consciemment, certes de façon minoritaire, par le vote Lutte ouvrière. Présentes dans l'ensemble des régions, les listes de Lutte Ouvrière ont engrangé en moyenne 2,3 % des suffrages exprimés au niveau national, soit près de 320 000 voix au total en faveur de la seule organisation portant la voix des travailleurs.

« *Le premier tour étant passé, écrit LO dans un communiqué, le seul où le « camp des travailleurs » a pu s'exprimer, le deuxième tour n'a ni enjeu, ni intérêt pour les travailleurs et les classes populaires. Lutte ouvrière ne cautionnera pas la supercherie consistant à présenter aux travailleurs des hommes politiques qui sont souvent aussi réactionnaires, aussi anti-ouvriers que ceux d'extrême droite, comme un rempart contre la menace du RN au pouvoir.*

Il n'est pas question pour Lutte ouvrière de soutenir quelque variante que ce soit du Front républicain. Cette république est celle de la bourgeoisie. Elle ne réserve, à ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, qu'un avenir d'exploitation et de mépris de la part des riches parasites. Les travailleurs auront à combattre la classe capitaliste pour l'empêcher de conduire la société vers la catastrophe. » Nous partageons cette politique.

A l'heure où la bourgeoisie se prépare à une nouvelle offensive contre le monde du travail, où une vague de licenciements commence à faire des ravages, où la folie financière menace l'économie et l'humanité, la nature, où la campagne présidentielle, maintenant ouverte, va être l'occasion d'une offensive idéologique et politique pour étouffer, canaliser, dévoyer la révolte, seule une politique d'indépendance de classe portant la perspective du contrôle des travailleurs sur économie et la société répond aux besoins des classes exploitées.

Yvan Lemaitre

« Le pire est à venir » (Rapport du Giec) ou l'urgence de changer de mode de production

L'humanité est au seuil d'une catastrophe majeure et le dérèglement climatique est en train de prendre une

tournure cataclysmique... tel est en substance le contenu du projet de rapport des scientifiques du GIEC qui a été

rendu public mercredi dernier par l'AFP. Normalement, les rapports de ce collectif international de scientifiques du climat de l'ONU, passent par le filtre très diplomatique de son approbation par consensus par les 195 États membres... d'ailleurs celui-ci ne devait officiellement paraître qu'en février 2022, après la COP 26 qui doit se tenir à Glasgow...

Cette « fuite » est probablement le reflet de la prise de conscience d'une partie de la communauté scientifique du décalage, de plus en plus insupportable, entre les mensonges cyniques des chefs d'États, comme des représentants des multinationales et non seulement l'absence totale de réponse politique à la hauteur des enjeux mais surtout la fuite en avant des classes dominantes pour imposer « *quoiqu'il en coûte* » pour l'environnement et les populations la folie de leur course aux profits.

Devant l'émotion et l'inquiétude suscitées par cette divulgation, les responsables du GIEC ont eu beau vouloir minimiser, expliquer qu'il faut attendre la version définitive, les faits sont têtus et comme l'a souligné la jeune militante Greta Thunberg, enfin les choses sont dites, c'est l'occasion « *de regarder la réalité en face* ».

Un réchauffement climatique aux conséquences sociales « cataclysmiques »...

Faim, pénuries d'eau, exode, flambée de maladies... Dans ce document sans filtre, qui est bien plus alarmiste que le précédent de 2014, les faits accumulés par ces centaines de scientifiques sont sans appel : les impacts dévastateurs du réchauffement climatique sur la nature et l'humanité vont s'accélérer avec des retombés cataclysmiques pour des centaines de millions d'humains bien plus tôt que ce qui était prévu jusque-là.

Le dépassement du seuil de 1,5 °C de hausse des températures, quasiment inéluctable dans les prochaines décennies, entraînera « *progressivement, des conséquences graves, pendant des siècles, et parfois irréversibles* ». Ce qui rend déjà caduque l'accord de Paris de 2015, où les chefs d'États s'étaient difficilement engagés à limiter le réchauffement à 2 °C et qui n'est en réalité toujours pas mis en application dans nombre de pays...

Les catastrophes climatiques causées par ce réchauffement vont entraîner une hausse des « *pertes soudaines* » dans la production alimentaire provenant de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche ou de l'aquaculture. « *Les niveaux actuels d'adaptation seront insuffisants pour répondre aux futurs risques climatiques* », prévient le GIEC. Jusqu'à 80 millions de personnes supplémentaires seront menacées par la faim d'ici à 2050, le manque d'eau mettra en péril la riziculture dans 40 % des régions productrices. C'est plus de 180 millions de pauvres qui risquent ainsi de basculer dans une situation de malnutrition chronique, majoritairement en Afrique et en Asie du Sud-Est. La faim et le manque d'eau devrait obliger 30 à 140 millions de personnes à partir de chez elles.

Face à ces catastrophes en chaînes qui n'ont rien d'une fatalité, les scientifiques du GIEC appellent à « *une trans-*

formation radicale des processus et des comportements à tous les niveaux : individus, communautés, entreprises, institutions et gouvernement ». Pour conclure : « *Nous devons redéfinir notre mode de vie et de consommation* »...

Oui, mais ce n'est pas une question morale ou d'éducation, une question de bonne volonté qui suffirait à changer notre façon de vivre. Ce qui est en cause c'est la façon de produire ce dont nous avons besoin pour vivre, ce qui en réalité pose la question de qui possède les moyens de production, qui dirige l'économie en fonction de quels intérêts sociaux. Car c'est bien la façon dont les richesses sont produites dans cette société capitaliste qui détermine notre mode de vie et de consommation, et qui est à l'origine de la catastrophe annoncée.

... produit de la faillite globale du capitalisme

Dans le mode de production capitaliste, la production ne vise pas à produire des biens utiles pour satisfaire des besoins sociaux réels mais des marchandises à vendre sur des marchés pour alimenter au final la machine à profits qui a pris ces dernières décennies un caractère de plus en plus spéculatif, parasitaire. C'est cette logique du profit qui est à l'origine du productivisme du capitalisme, comme de son incapacité à prendre en compte les limites de notre environnement.

Le système capitaliste est non seulement responsable de l'accélération et de l'ampleur prise par la crise écologique mais il est aussi le principal obstacle pour y faire face, tellement il s'oppose à la moindre forme de régulation de la production au nom des lois du marché, de la libre concurrence.

Les conférences internationales sur le climat qui se succèdent depuis une trentaine d'année n'ont été qu'une succession de beaux discours, d'étalages de bons sentiments... et de mensonges cyniques. Leur bilan est un échec complet à mettre en œuvre la moindre politique globale pour diminuer les rejets de gaz à effet de serre qui sont aujourd'hui supérieurs de 60 % à leur niveau de 1990.

Les États n'ont jamais pris de décisions politiques à la hauteur des recommandations des scientifiques, car cela aurait impliqué de s'en prendre aux intérêts des multinationales dont ils servent les intérêts. Tout au contraire, les conférences pour le climat n'auront été que de véritables foires commerciales pour promouvoir un capitalisme vert, pour ouvrir de nouvelles opportunités de profits, à grand renfort de fonds publics au nom de la transition énergétique, pour que les multinationales poursuivent leurs affaires... en continuant à exploiter les populations, à piller les richesses naturelles et ravager l'environnement.

C'est la soumission à cette logique de classe, aux lois du marché, à la propriété capitaliste qui explique l'incapacité des gouvernements, des États comme des institutions internationales comme l'Union européenne ou l'ONU, à mettre en œuvre des politiques dans l'intérêt général

pour faire face aux multiples conséquences d'une crise écologique devenue globale.

Car la généralisation à l'échelle de la planète d'un mode de production qui repose sur l'exploitation du travail humain et le pillage des ressources naturelles a eu pour conséquence de donner à la crise écologique une dimension globale avec la multiplication d'épisodes catastrophiques, comme la montée des océans qui menace des centaines de grandes villes, des méga-incendies qui ravagent les forêts de Sibérie, d'Australie ou de Californie, l'effondrement de la biodiversité qui nous a fait entrer dans l'ère des pandémies dont la Covid-19 est un premier épisode.

Cette mondialisation capitaliste impose cette logique destructrice qui ne s'arrêtera jamais d'elle-même et menace désormais d'entraîner toute l'humanité vers la catastrophe en provoquant des déséquilibres écologiques totalement incontrôlables dans le cadre du système.

Le capitalisme suit une logique de classe absurde et aveugle qui rend impossible de discuter et décider démocratiquement de ce qui doit être produit pour répondre aux besoins de toute la population en matière de santé, d'éducation, de logement tout en prenant en compte la préservation de notre environnement.

Prendre le contrôle de la marche de la société pour construire un autre mode de production

Rompre avec cette logique ne signifie pas produire moins, consommer moins ou relocaliser les productions pour réduire les transports, mais produire différemment, c'est-à-dire remettre en cause le fonctionnement même du système capitaliste, l'ensemble de ce mode de production.

Pour réorganiser toute l'économie mondiale en fonction des intérêts du plus grand nombre et du respect de la nature, c'est une autre logique économique et sociale que celle du profit qu'il s'agit d'imposer.

Face à la crise écologique les solutions existent, d'autant que jamais les progrès des sciences et des techniques n'ont été aussi rapides. Mais ces progrès sont aujourd'hui dévoyés par un système qui ne les met qu'au service de

l'enrichissement des classes dominantes, d'une poignée de multinationales et de leurs actionnaires... rendant impossible la mobilisation des moyens humains, scientifiques, techniques existants pour faire face aux catastrophes écologiques annoncées.

Ces solutions impliquent de pouvoir choisir consciemment, démocratiquement quel type d'énergie utiliser en fonction de son impact sur l'environnement, de réorganiser tout l'appareil productif à l'échelle du monde pour le rendre plus efficient, non du point de vue de la rentabilité financière, mais de la satisfaction des besoins réels des populations et des contraintes écologiques, de combiner sans les opposer les productions locales et une organisation internationale des échanges, d'arrêter les productions inutiles comme celle des armes, de développer des services publics efficaces et gratuits pour organiser dans l'intérêt général la santé, l'éducation, le transport, la distribution d'eau, d'électricité...

Mettre en œuvre ces solutions implique d'opposer aux intérêts des classes dominantes ceux du plus grand nombre, des classes populaires. Ces solutions ne pourront qu'être imposées par le monde du travail et la jeunesse, exerçant directement leur contrôle sur l'économie, en empiétant pour cela sur la propriété capitaliste jusqu'à l'expropriation des principales multinationales.

La crise écologique est la conséquence de la faillite globale du système capitaliste. La multiplication des catastrophes sanitaires, écologiques, sociales et économiques ne peut qu'ouvrir une période d'instabilité, de révoltes, de bouleversements sociaux et politiques qui ne trouvera d'issue que dans l'intervention consciente, démocratique, révolutionnaire du monde du travail et de la jeunesse.

Ce n'est qu'en libérant toute la société des entraves de la propriété capitaliste, qu'un nouveau mode de production pourra être mis en place, reposant sur une réorganisation, une planification de l'économie au service de la satisfaction des besoins de tous, dans le cadre d'une société démocratique et solidaire en harmonie avec son environnement.

Bruno Bajou